

Mes chers collègues,

Ce rapport annuel sur l'état de la France est particulièrement important au vu notamment de la crise des gilets jaunes.

Les rapporteurs ont bien noté cette souffrance de la France dite « périphérique », celle si bien décrite par le géographe Christophe Guilluy, comme ces zones rurales qui se désertifient au rythme de la disparition des services publics et des commerces de proximités entraînant le départ des jeunes générations vers des banlieues souvent surpeuplées.

C'est à juste titre que l'avis précise que « la question écologique ne peut se concevoir indépendamment d'une réflexion, d'une part sur le pouvoir d'achat et la redistribution, d'autre part sur les offres alternatives, notamment en matière de transport ».

Ce sont des centaines de milliers de nos concitoyens qui aujourd'hui ont besoin de leur véhicule pour aller travailler. Pour beaucoup les augmentations de taxe sur l'essence, les nouvelles obligations en terme de contrôle technique génèrent des coûts qui deviennent insurmontables. Pour eux sans voiture, pas de travail.

Il est urgent de revitaliser les territoires et de redonner de la perspective à ceux qui se sentent déclassés et ne voient pour leurs enfants qu'un avenir plus sombre que le leur.

Nombres de préconisations de l'Avis ouvrent des horizons pour ces populations et territoires.

La CFTC tient à insister sur l'importance de l'économie circulaire, gage d'emplois et de préservation de notre maison commune en diminuant l'empreinte carbone et les prélèvements au sein des ressources de notre planète.

Ces choix doivent s'accompagner d'une politique industrielle dynamique, à ce titre l'on ne peut que regretter comme le souligne l'Avis « la nouvelle baisse des dépenses de recherche et de développement à 2,19% du PIB en 2017 ». Dans le même temps nous devons affronter des défis technologiques majeurs face à des pays qui pour beaucoup n'hésitent pas à financer via des fonds publics plus ou moins camouflés leurs entreprises notamment dans le secteur de la recherche et des nouvelles technologies.

Nous approuvons la demande d'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques comme la refonte des règles de Maastricht sur l'endettement public de façon à favoriser les investissements contribuant à la transition écologique.

La CFTC pense également aux investissements liés à la formation professionnelle, l'accompagnement social et ceux touchants aux secteurs stratégiques européens.

Concernant l'emploi, la CFTC insiste sur l'importance du suivi des décrocheurs scolaires en échec scolaire, comme sur la sécurisation de l'insertion professionnelle des alternants. Pour les seniors si nous sommes tous d'accord pour que leur maintien dans l'emploi soit une priorité, nous nous demandons comment conjuguer augmentation de la durée de travail sur l'ensemble de la carrière professionnelle pour bénéficier d'une retraite à taux plein et l'augmentation du taux de chômage des salariés les plus âgés ? En 10 ans selon la DARES le taux de chômage des seniors a augmenté de 179%, 62% de ces privés d'emploi étant en chômage de longue durée. Quel sens y a-t-il à décréter qu'ils devront travailler plus longtemps.

Enfin sans doute devons-nous réfléchir à ce qui nous lie et nous permet de vivre ensemble.

Quel projet commun portons-nous ?